

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 VALENCIENNES

Prouvy, le [cf. Date de signature]

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MAISON MENISSEZ SA**

Z.I. de Gréveaux les Guides  
59750 DOUZIES FEIGNIES

Références : 2022-V1-419  
Code AIOT : 0007001955

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/08/2022 dans l'établissement MAISON MENISSEZ SA implanté Z.I. de Gréveaux les Guides 59750 FEIGNIES. L'inspection a été annoncée le 09/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le département du Nord connaît depuis 2017 des déficits pluviométriques importants ayant conduit en 2017, 2018, 2019 et 2020 à la prise d'arrêtés préfectoraux de restriction des usages de l'eau, et plaçant plusieurs bassins versants en situation de vigilance, d'alerte ou d'alerte renforcée sécheresse. Les hivers successifs, période normalement propice à la recharge des nappes phréatiques, n'avaient pas permis aux nappes de revenir à leur niveau normal au début du printemps. Il est donc nécessaire d'anticiper toute dégradation supplémentaire du niveau des nappes, afin de préserver l'état quantitatif et qualitatif de la ressource, les usages prioritaires ainsi que la survie des écosystèmes aquatiques.

Au regard de la situation hydrologique actuelle de la région des Hauts-de-France et du département, le Nord a été placé en situation de vigilance par l'arrêté de restrictions d'usage du 12/05/2022 et depuis le 15/07/2022 en alerte sécheresse pour lequel tous les bassins versants du Nord sont concernés et notamment le bassin versant de la Sambre, bassin dans lequel prélève la société MAISON MENISSEZ.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAISON MENISSEZ SA

- Z.I. de Gréveaux les Guides 59750 FEIGNIES
- Code AIOT : 0007001955
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

L'établissement est autorisé à exploiter par arrêté préfectoral du 12 novembre 1998 modifié les rubriques principales suivantes soumises à autorisation :

- fabrication de pains, baguettes précuites sous vide pour une capacité de produits entrants de 268,75 t/j (rubrique n°2220),
- emploi d'ammoniac (rubrique 1136).

Le site est autorisé pour 15 lignes de production de fabrication industrielle :

- 6 lignes de pain précuit sous vide,
- 8 lignes de pain précuit surgelé,
- 1 ligne de pain ciabatta.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- sécheresse

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Remplissage du registre	Arrêté Préfectoral du 12/11/1998, article 3.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 12/11/1998, article 3.1	/	Sans objet
3	Fonctionnement des dispositifs de traitement	Arrêté Préfectoral du 15/07/2022	/	Sans objet
4	Réduction des prélèvements	Arrêté Préfectoral du 15/07/2022	/	Sans objet
5	Réduction des prélèvements	Arrêté Préfectoral du 15/07/2022	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit poursuivre ses recherches d'actions de réduction de consommation d'eau.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Remplissage du registre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/11/1998, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Relevé des prélèvements d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 3.2. - Relevé des prélèvements d'eau : 3.2.1. - Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. 3.2.2. - Le relevé des volumes prélevés doit être effectué journalièrement. Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Le registre de prélèvement réglementaire doit être rempli hebdomadairement
<b>Constats :</b> L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection ses registres électroniques de ses 3 compteurs (N19CG00355 (1 <sup>er</sup> compteur), N19CI000365 (2 <sup>ème</sup> compteur) et C19JG002073 (compteur incendie)). L'exploitant relève ses compteurs à une fréquence journalière <b>sauf les samedis et dimanches durant lesquels aucun relevé n'est effectué malgré le fonctionnement du site.</b> <b><u>Constat susceptible de suite n°1 : L'exploitant ne procède pas au relevé de ses prélèvements d'eau les samedis et dimanches.</u></b> <b><u>Observation n°1 : L'exploitant doit mettre en place les mesures adéquates pour procéder au relevé des compteurs les samedis et dimanches dans les meilleurs délais.</u></b> <b><u>Pour une meilleure lisibilité de la consommation d'eau journalière, il serait souhaitable que le relevé soit effectué à la même période de la journée chaque jour.</u></b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/11/1998, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Limite de prélèvement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 3.1. - Origine de l'approvisionnement en eau L'eau utilisée dans l'établissement provient uniquement du réseau public de distribution d'eau potable de la ville de Feignes. La consommation d'eau annuelle n'excédera pas 113 400 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b> D'après la déclaration GERE de l'année 2021, l'exploitant a consommé 103 031 m <sup>3</sup> d'eau. Au 18/08/2022, d'après les relevés de l'exploitant, l'entreprise avait consommé 71 542 m <sup>3</sup> . <b>La conformité à cet article pour l'année 2022 ne pourra être établie qu'au 31 décembre 2022.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Fonctionnement des dispositifs de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le suivi particulier des dispositifs de traitement des eaux est renforcé par les exploitants pour

éviter toute pollution accidentelle. Toutes dispositions sont prises pour éviter tout rejet au milieu récepteur superficiel d'eaux insuffisamment ou non traitées et non conformes aux prescriptions réglementaires.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne procède à aucun suivi particulier de son dispositif de traitement car les eaux de procédé sont traitées à la station d'épuration du site MENISSEZ PREMIUM.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Réduction des prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> A défaut de dispositions spécifiques, les ICPE autorisées à prélever plus de 1000 m<sup>3</sup>/j dans les eaux de surface ou plus de 80 m<sup>3</sup>/h dans les eaux souterraines voient leur autorisation réduite de 10 % (alerte). Les exploitants des installations classées concernées devront rendre compte à la DREAL des mesures mises en place dans ce cadre et des résultats en termes de volumes d'eau utilisés.</p> <p><b>Constats :</b> Les prescriptions de l'exploitant concernant sa consommation d'eau figurent à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 12/11/1998. Il s'agit d'une consommation annuelle. <b>La baisse de 10 % ne pourra donc être établie qu'au 31/12/2022.</b></p> <p>L'exploitant a indiqué à l'Inspection les actions qu'il a réalisées pour baisser sa consommation d'eau.</p> <p>L'exploitant a rappelé que 5 tours ont été arrêtées en 2020, entraînant une économie globale d'environ 30000 m<sup>3</sup>.</p> <p><u>Semaine 29 :</u> Un pic de consommation a eu lieu. Une sensibilisation du personnel a eu lieu et une recherche approfondie a été engagée pour trouver des économies potentielles,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ordre donné au service « Planning » d'arrêter les lignes S2,3,4 (3 lignes surgelées) en semaine 30 en puisant sur les stocks,</li> <li>• Le 21/07 : fuite détectée sur le bac à eau de coulage sur la ligne P5,</li> <li>• Suite à une consommation anormalement élevée sur les tours, le responsable froid indique que des flotteurs et robinet sur les tours 6 et 11 ont mis un certain temps à être changé.</li> </ul> <p><u>Semaine 30 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réunion QSE avec plan d'actions <ul style="list-style-type: none"> <li>- Moyen terme : ajout de compteurs intermédiaires,</li> <li>- Long terme : coupure de l'alimentation en eau de certaines tours aéroréfrigérantes,</li> <li>- Consigne orale (validée par écrit ultérieurement) sur la bonne pratique de fermeture des vannes wmu (dosage au niveau des pétrins) en fin de production pour éviter toute fuite,</li> <li>- Consigne orale (validée par écrit ultérieurement) sur le contrôle préventif mensuel des vannes de mise à l'égout des vannes wmu,</li> </ul> </li> <li>• Vanne by-pass entre les bacs d'eau glacée détectée fuyarde, remplacée le samedi,</li> <li>• Flotteur bac d'eau glacée du bas mal réglée, fait immédiatement,</li> <li>• Vanne de purge WMU S234 détectée fuyarde : changé immédiatement,</li> <li>• Lignes S2 / S3 / S4 arrêtées.</li> </ul> <p><u>Semaine 31 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 05/08 : fuite sur une vanne wmu détectée sur les lignes SV1/2 : réglée immédiatement,</li> <li>• 01/08 : fuite sur poste sprinklage détectée : intervention immédiate d'axima pour isoler le</li> </ul>

système.

Semaine 32 :

- Nouveau travail sur les tours 6 et 11 par le responsable froid.
- Poignée de karcher en zone de plonge détectée fuyarde : remplacée le jour même.
- Interdiction d'utiliser le karcher en extérieur sauf si dérogation de M.Gauthier pour des cas exceptionnels qui mettraient la sanitation du site en danger jusqu'à la fin de la sécheresse

Semaine 33 :

- Usine entièrement à l'arrêt le 15/08/22
- Visuel de vidange de la wmu de la ligne S1 modifié
- 16/08 : flotteur du bac à eau du bas remplacé par nouvelle technologie (idem tour)
- 18/08 : branchement du nouvel adoucisseur pour les 3 tours (devrait limiter les purges des tours).
- 18/08 : remplacement des robinets des tours 6 et 11 et détection de la vanne d'eau de ville légèrement passante remplacée en même temps car intégrée au flotteur/robine

L'inspection note que l'exploitant réalise un suivi renforcé de ses consommations d'eau.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 5 : Réduction des prélèvements**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/07/2022

**Thème(s) :** Risques chroniques, Sécheresse

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Les ICPE soumises à autorisation voient leur autorisation de prélèvement dans le réseau d'eau potable réduite de 10%(alerte).

**Constats :** Voir point de contrôle 4.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet